



POUR UN SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE DE QUALITÉ

Courriel : convergence.rail@hotmail.fr

Tél. (Didier Le Reste, président) : 06 08 03 91 82

Blog : <http://www.convergence-nationale-rail.fr/>

Contre les saignées pratiquées par le gouvernement et la SNCF: passons à l'offensive pour le service public ferroviaire !

En matière ferroviaire, la politique du gouvernement et de la direction de la SNCF tient du dogme qui prévalut en médecine pendant des siècles, avec le succès qu'on sait : tout mal se soigne par une saignée ! Tous les plans de « sauvetage » du fret ferroviaire qui se sont succédé depuis au moins 15 ans ont consisté à abandonner des activités, fermer des triages, supprimer des postes, transférer des trafics sur routes... avec pour résultat, ô combien étonnant, l'effondrement du transport de marchandises par voie ferrée et l'explosion du trafic de camions. Mais nos gouvernants expliquent que les dégâts qu'ils ont eux-mêmes causés au fret ferroviaire ne peuvent être corrigés que par de nouvelles saignées. Ainsi le dernier plan de « relance » du fret continue-t-il de prévoir des suppressions de postes, de se concentrer sur les trafics « rentables » et d'achever de séparer le secteur du reste de l'activité ferroviaire, interdisant toute mutualisation et toute péréquation.

L'austérité ne concerne pas que les marchandises : la direction de la SNCF multiplie les suppressions de dessertes, les fermetures de gares, guichets, ou les réductions de leurs horaires d'ouverture, avec plus de 900 suppressions d'emplois à la clef. La réduction des moyens humains se traduit entre autres aussi par des suppressions de postes de contrôleurs, dont le rôle d'accueil, d'information, de sécurisation, d'accompagnement est pourtant indispensable à un service public de qualité. Le gouvernement chercherait-t-il à dégrader sciemment le transport, notamment sur les « petites » lignes, pour obtenir une baisse de fréquentation lui permettant de justifier leur fermeture qu'il ne s'y prendrait pas autrement ! Le démantèlement progressif du Service Public ferroviaire continuant, gouvernement et directions SNCF sous-traitent en général la saignée aux collectivités territoriales, dépourvues de moyens supplémentaires mais sommées d'assumer la charge financière de dessertes ou d'infrastructures relevant pourtant du réseau ferré national si elles ne veulent pas les voir disparaître...

On ne saurait expliquer l'austérité anti-ferroviaire généralisée par l'ignorance, comme pour la médecine de l'époque de Molière, incapable de proposer d'autre traitement que la saignée. La ligne suivie est politique, et assumée : le rail doit avant tout être soumis à la concurrence « libre et non faussée », les cheminots doivent être mis au pas, le train doit cesser de coûter cher à la puissance publique (pas les camions ni les subventions aux compagnies aériennes à bas coût...). Tant pis pour la transition écologique, tant pis pour le service public !

La dette « du système ferroviaire » n'a jamais été qu'une dette d'État, imposée par la puissance publique qui a été utilisée pour justifier l'austérité dans le secteur, sa reprise partielle sert aujourd'hui à justifier les sacrifices imposés aux usagers, aux cheminots et à de nombreux territoires ruraux de notre pays.

Face à cela, la Convergence Nationale Rail appelle à multiplier les luttes, les fédérer et leur donner une perspective politique nationale pour un autre modèle d'organisation du territoire, des transports, des services publics, affranchi du diktat destructeur et anti-écologique de rentabilité financière.

Le bureau de la CNR : Didier LE RESTE. Aurélien DJAMENT. Laurent RUSSEIL.
Francis PORTES. Vincent JOUILLE.